

L'entreprise de destruction de l'enseignement supérieur public

Éditée par la Fondation Gabriel Péri, la revue *La Pensée*, dans son dernier numéro, donne du grain à moudre au syndicalisme de l'enseignement supérieur et de la recherche, avec un premier dossier intitulé « Marchandisation de l'enseignement supérieur » et un deuxième qui traite de la stratégie patronale à l'égard des jeunes.

Par **STÉPHANIE LONCLE**,
maîtresse de conférences en études théâtrales,
université de Caen

L'article d'ouverture du dernier numéro de la revue *La Pensée* (n° 427, juillet-septembre 2026) synthétise les connaissances sur le supérieur privé, en compilant des publications de la statistique publique et des enquêtes journalistiques. Nicolas Tardits, François Bonnarel, Stéphane Bonnery et Geoffrey Bodenhausen mettent ainsi en évidence l'opacité des données concernant le supérieur privé, tout en parvenant à fournir beaucoup de chiffres édifiants pour nos argumentaires syndicaux. C'est le cas sur la progression du privé dans le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur, et dans certains segments, qui concernent notamment les étudiants de familles populaires.

RÉFORMES DE MARCHANDISATION

Il en va de même sur l'identification des politiques qui ont instrumentalisé des circonstances (augmentation des effectifs générationnels et des taux d'accès au supérieur...) pour freiner et dégrader les conditions d'accueil dans le public (avec des statistiques sur les effectifs d'enseignants et les taux d'encadrement) et favoriser l'orientation vers le privé.

Ils chiffrent également les effets des politiques de freinage de l'accès au supérieur à 12 % des jeunes qui, depuis 2002, sont, chaque année, détournés des études. Enfin, le propos met en lumière les sommes énormes absorbées par les groupes privés spécialisés dans la captation des finances publiques, dans des démarches de recrutement mises à l'index par la répression des fraudes.

Le dossier est complété d'une analyse par Coline Soler des politiques qui ont mis en crise l'enseignement supérieur pour imposer les réformes de marchandisation, ainsi que d'une étude par Tristan Ingrao du développement des bachelors,

terme recouvrant une diversité de positionnements marchands et institutionnels, ainsi qu'une reconnaissance effective très variable du diplôme. Benjamin Riviale livre un pan de sa recherche sur les injonctions à la « professionnalisation » du doctorat en tension avec le besoin de reconnaissance professionnelle de ce diplôme.

OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE

Ces chiffres et arguments sur le cas français prennent une autre dimension avec l'exploration du cas japonais, dont Christian Galan montre en quoi il pourrait malheureusement représenter notre avenir si la marchandisation de l'enseignement supérieur et de la recherche se poursuit. Enfin, Geoffrey Bodenhausen traite de « la science à l'épreuve du profit ».

Ce même numéro comprend un autre dossier, sur les stratégies du patronat en direction des jeunes. Et là encore, les données comme les analyses sont fort utiles aux militants de l'enseignement supérieur, avec l'objectivation des logiques des « nouveaux acteurs de l'orientation » (Erwan Lehoux), acteurs privés et propagandistes de l'injonction à être autoentrepreneur de sa carrière, qui ont beaucoup de similitudes avec ceux de « l'éducation à l'entrepreneuriat » (articles d'Alexandre Vayer et d'Olivia Chambard) que le patronat tente de diffuser auprès de différents segments de la jeunesse, avec le relais des institutions.

Cette offensive idéologique fait écho à celle sur les manuels de sciences économiques et sociales (Erwan Le Nader). Les masques tombent définitivement quand on comprend les stratégies des employeurs face aux diplômés et aux jeunes diplômés (Fabienne Maillard). ■



Le propos met en lumière les sommes énormes absorbées par les groupes privés spécialisés dans la captation des finances publiques.